



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE

Quarante et unième session

Rome, 22-29 juin 2019

Rapport de la cinquième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord (Washington [États-Unis d'Amérique], 18-19 avril 2018)

Durant la cinquième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord, les participants souhaitent mettre l'accent sur les normes internationales, les innovations agricoles, et l'impartialité des données et des analyses.

1. La Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord a été mise en place en 2010 et constitue, pour les pays de la région Amérique du Nord (États-Unis et Canada) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), un forum d'échange en vue de renforcer la collaboration entre les Membres de la région et la FAO.
2. La FAO ne participe pas à la mise en œuvre des programmes dans la région Amérique du Nord. Les pays de la région participent néanmoins activement à l'Organisation, notamment aux nombreux comités des organes directeurs et techniques. Les secteurs de l'agriculture, des pêches et des forêts de ces pays sont importants, et ces derniers sont donc pleinement engagés en faveur de la sécurité alimentaire et de l'objectif de la FAO qui est de *parvenir à la sécurité alimentaire pour tous, et de faire en sorte que chacun ait accès à tout moment à une nourriture de qualité en quantité suffisante, de manière à pouvoir mener une vie active et saine*. En 2017 les deux pays ont fourni environ 25 pour cent des contributions ordinaires de la FAO, et plus de 16 pour cent des contributions volontaires. Compte tenu de cet engagement, les réunions de la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord ont pour objectif d'exprimer le point de vue de la région sur les travaux et les activités de la FAO dans le monde ainsi que sur l'efficacité de la gouvernance institutionnelle.
3. Ces réunions sont informelles car elles ne sont pas reconnues par la Conférence de la FAO. La région Amérique du Nord a choisi de maintenir cette approche informelle afin de réduire les coûts et le fardeau administratif de l'Organisation. Ces réunions sont donc informelles, mais les priorités indiquées dans les rapports sont considérées comme la déclaration du point de vue de la région Amérique du Nord en ce qui concerne la programmation stratégique de la FAO. La région Amérique du Nord s'attend à ce que ces rapports soient considérés de la même manière que ceux des autres conférences régionales dans l'établissement de rapports et la planification budgétaire et opérationnelle de la FAO.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



C 2019

L'action de la FAO, et le rôle qu'elle joue en tant qu'organisation détentrice de connaissances sont essentiels

4. La région Amérique du Nord est convenue lors de la cinquième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord que la principale valeur ajoutée de la FAO est de servir d'**Organisation détentrice de connaissances** dans les domaines de l'agriculture, des pêches, des forêts, et de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Du point de vue de la région Amérique du Nord, le monde a davantage besoin des travaux de la FAO en tant qu'organisation détentrice de connaissances. La grande majorité des individus les plus pauvres et sous-alimentés sont des *agriculteurs*. Un grand nombre des autres individus pauvres et sous-alimentés dépendent de la pêche et des forêts. Pour atteindre les objectifs de développement durable, les agriculteurs et les autres habitants des zones rurales doivent avoir la possibilité de produire davantage, d'obtenir de meilleurs revenus, et dans le même temps de réduire leur impact sur l'environnement. La réalisation de ces objectifs dans une période d'accroissement du changement climatique est un défi énorme qui a instamment besoin des travaux de la FAO en tant qu'organisation détentrice de connaissances.

Parité hommes-femmes.

5. La FAO doit intégrer de manière systématique les questions d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et des filles dans l'ensemble de ses travaux et activités de plaidoyer aux niveaux mondial, régional et national. Selon la FAO, les femmes représentent en moyenne 43 pour cent de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement. Parmi les femmes des pays les moins avancés qui déclarent être économiquement actives, 79 pour cent affirment que l'agriculture est leur principale source de subsistance. La FAO a également observé que les femmes ont en général moins accès aux terres et aux autres ressources, et font souvent partie des personnes les plus affectées par l'insécurité alimentaire. La région Amérique du Nord est convenue que la FAO devrait élaborer un Plan d'action pour mettre en œuvre les normes minimales de sa *Politique sur l'égalité des sexes*. En outre, l'Organisation devrait mesurer l'impact des activités réalisées dans le cadre de son Plan d'action, tant quantitativement que qualitativement, et communiquer les progrès accomplis de manière régulière. La région Amérique du Nord attend avec intérêt l'évaluation 2019 de la mise en œuvre de la *Politique de la FAO sur l'égalité des sexes*.

Gouvernance

6. Durant la réunion de la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord, les participants se sont mis d'accord sur des objectifs concernant la gouvernance et la gestion de la FAO. Les pays sont en premier lieu convenus que la FAO devait avoir un fonctionnement efficace et efficient. En outre, la région Amérique du Nord a reconnu l'importance du rôle joué par la FAO en tant qu'organisateur neutre qui met en avant les avis et la prise de décisions fondés sur des éléments concrets et scientifiques et qui améliore ses capacités techniques sur cette base. La FAO, en tant qu'organisation dirigée par ses membres, devrait veiller à concentrer son action sur des domaines où elle possède un avantage comparatif et qui relèvent de son mandat, qui utilisent efficacement ses ressources et qui sont cohérents en interne en matière de communication. La région Amérique du Nord encourage la FAO à poursuivre la coopération avec les autres organismes ayant leur siège à Rome, et à renforcer ses partenariats avec les universités, la société civile et le secteur privé en ce qui concerne les programmes et initiatives qui favorisent la sécurité alimentaire dans le monde.

Principaux messages: Les normes internationales, les innovations agricoles, et les analyses et les données impartiales contribuent à renforcer la sécurité alimentaire mondiale

7. Les priorités de la FAO devraient être dictées par les trois objectifs mondiaux établis par ses Membres, à savoir l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition; l'élimination de la pauvreté, et la gestion et l'utilisation durable des ressources naturelles. Il est indispensable d'accroître la productivité agricole à l'échelle mondiale afin de nourrir une population en expansion, et la FAO, avec son programme décidé par ses Membres et sa portée planétaire, a un rôle essentiel à jouer pour relever ce défi. À cette fin, la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord souligne l'importance de trois messages clés qui doivent être au cœur des travaux de la FAO pour renforcer la sécurité alimentaire mondiale.

8. **Normes internationales:** La FAO devrait intensifier son appui à la mise en œuvre et à l'adoption des normes internationales établies par le Codex Alimentarius et la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et des directives relatives aux pratiques dans l'agriculture, les pêches et les forêts, ainsi qu'à la fourniture d'informations qui permettent aux pays et aux populations rurales de faire des choix judicieux. Ces travaux sont essentiels pour permettre aux agriculteurs de tirer parti du commerce international, pour garantir l'approvisionnement en aliments sains et pour renforcer la sécurité alimentaire mondiale.

9. **Innovations agricoles:** Le défi consistant à nourrir une population croissante tout en réduisant les impacts sur l'environnement préoccupe l'ensemble des Membres de la FAO. La Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord a reconnu que les innovations sont indispensables pour réaliser ces objectifs. Parallèlement, la FAO devrait davantage favoriser une utilisation efficace de toutes les innovations afin de mettre en place des systèmes alimentaires durables et résilients, de renforcer la sécurité alimentaire mondiale et de rendre les aliments nutritifs plus facilement disponibles et abordables.

10. **Analyses et données impartiales:** La FAO joue un rôle de chef de file dans de nombreux domaines liés à l'agriculture, aux pêches, aux forêts et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et ses produits influencent la façon dont les pays répondent aux situations de crise et préparent leur avenir. Par ailleurs, en tant que depositaire mondiale des données et statistiques agricoles, et principale organisation détentrice de connaissances du système des Nations Unies en matière d'agriculture, de sécurité alimentaire et de nutrition, la FAO a la responsabilité unique de fournir des informations et des analyses à tous les pays, quels que soient leur taille ou leur niveau de développement, afin de favoriser la prise de décisions fondées sur des faits scientifiques. La FAO doit veiller à promouvoir des produits fondés sur des données factuelles et scientifiques, tout en augmentant la quantité de données disponibles dans les domaines peu documentés. La région Amérique du Nord a reconnu l'importance des analyses scientifiques impartiales de la FAO et des avis prodigués aux États Membres et a appelé l'Organisation à continuer de renforcer ses capacités techniques.

I. Compte rendu de la cinquième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord: Questions liminaires

Organisation de la Conférence

11. La cinquième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord s'est tenue à Washington D.C. (États-Unis) les 18 et 19 avril 2018.

12. Des représentants du Canada et des États-Unis, qui composent la région Amérique du Nord, ainsi que des fonctionnaires de la FAO (par visioconférence) et du Bureau de liaison de la FAO à Washington, ont pris part à la Conférence régionale.

13. La Conférence était coprésidée par M. Robert Macke, administrateur adjoint du Bureau des accords et des affaires scientifiques, Service des affaires agricoles à l'étranger du Ministère de l'agriculture des États-Unis et M. Doug Forsyth, Directeur général par intérim, Direction des accords commerciaux et des négociations, Direction générale des services à l'industrie et aux marchés, Agriculture et Agroalimentaire Canada. On trouvera la liste des participants à l'*annexe A*.

Adoption de l'ordre du jour

14. La Conférence a adopté l'ordre du jour tel qu'il figure à l'*annexe B*.

Allocution de bienvenue et observations liminaires

15. M. Macke a ouvert la réunion en rappelant que les États-Unis étaient des fervents défenseurs de la FAO et de sa mission et qu'ils restaient déterminés à lutter contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, à renforcer la productivité agricole, à favoriser l'élargissement des opportunités et à améliorer la vie des familles dans le monde entier. Il a souligné l'importance de la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord en tant que plateforme permettant l'échange d'idées favorisant les progrès tangibles et les résultats positifs.

16. M. Forsyth a formulé des observations liminaires au nom du Canada, et a exprimé son attachement à la présence des questions relatives à l'inclusion, à la productivité et à la sécurité alimentaire dans les débats de la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord, car ces questions sont essentielles à la réalisation des objectifs de développement durable 1 (pas de pauvreté) et 2 (Faim zéro). Il a rappelé que la FAO devait aider tous les agriculteurs et les autres habitants des zones rurales engagés dans les secteurs des pêches et des forêts à accroître leur accès aux ressources, à produire des aliments sains de manière durable, à mettre leurs produits sur le marché et à obtenir de meilleurs revenus.

17. Le Chargé d'affaires de la Mission des États-Unis d'Amérique auprès des organismes des Nations Unies à Rome, M. Thomas Duffy, a présenté des remarques liminaires au nom du Département d'État des États-Unis. M. Duffy a mis l'accent sur la nouvelle approche rationalisée de la région Amérique du Nord pour l'établissement des priorités, s'est félicité de l'appui des autres Membres de la FAO dans des domaines tels que la biotechnologie, et a insisté sur la nécessité de financer de manière durable le Programme d'avis scientifiques du Codex. Il s'est également félicité de l'engagement de la FAO en faveur d'un budget à croissance nominale zéro et de la collaboration constante entre l'Organisation et les autres organismes ayant leur siège à Rome.

18. Mme Beth Dunford, assistante de l'administrateur du Bureau de la sécurité alimentaire, a prononcé des remarques liminaires au nom de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Mme Dunford a mis l'accent sur l'*Initiative alimentaire pour l'avenir* du Gouvernement des États-Unis et ses trois objectifs de haut niveau que sont la croissance économique durable et inclusive fondée sur l'agriculture, le renforcement de la résilience des individus et des systèmes, et l'amélioration de la nutrition. Elle a également rappelé qu'il était important d'utiliser les ressources des pays allouées au développement pour les aider sur la voie de l'autosuffisance, et qu'il était nécessaire de travailler dans le cadre de partenariats, notamment avec la FAO, pour réaliser les objectifs de sécurité alimentaire à l'échelle mondiale du Gouvernement des États-Unis.

II. Priorités stratégiques nord-américaines concernant la FAO

Progrès de la FAO dans la mise en œuvre des priorités de la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord de 2016

19. M. Dan Gustafson, Directeur général adjoint (Programmes) de la FAO, et Mme Beth Crawford, Responsable du Bureau de la stratégie, de la planification et de la gestion des ressources, ont fait le point sur les progrès de la FAO dans la mise en œuvre des recommandations issues de la quatrième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord en 2016. Ils ont particulièrement mis l'accent sur les domaines de changement depuis la quatrième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord et ont noté que les objectifs stratégiques dans le Rapport sur l'exécution du Programme 2018 seront alignés sur les ODD.

Rôle du Bureau de liaison de la FAO à Washington dans la mise en œuvre des priorités de l'Amérique du Nord

20. M. Vimlendra Sharan, Directeur du Bureau de liaison de la FAO à Washington a exposé le rôle du Bureau dans la mise en œuvre des priorités de la région Amérique du Nord. Il a mis en avant les activités de plaidoyer et les partenariats du Bureau dans la région.

21. La Conférence a reconnu la réactivité de la FAO et du Bureau de liaison pour ce qui est de l'application des précédentes priorités. La région Amérique du Nord a salué les travaux de communication et de sensibilisation du Bureau en vue de renforcer les relations avec les parties prenantes, notamment au Canada, et a reconnu que d'autres régions avaient apporté leur soutien aux priorités de la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord. La Conférence a pris note de la disponibilité de ses Membres pour aider le Bureau de liaison dans ses activités de sensibilisation.

22. À la suite du processus de la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord 2018, les gouvernements du Canada et des États-Unis sont convenus de priorités détaillées pour l'Amérique du Nord pour 2018-2019, qui figurent à l'annexe C. L'Amérique du Nord souhaite que le rapport de la FAO sur la mise en œuvre de ces priorités soit soumis préalablement à la sixième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord en 2020.

III. Commerce agroalimentaire et sécurité alimentaire mondiale

Rapport sur la situation des marchés des produits agricoles 2017-2018

23. M. George Rapsomanikis et M. Boubaker Ben-Belhassen du Département du développement économique et social ont présenté un aperçu du Rapport sur La situation des marchés des produits agricoles 2017-2018, qui abordera la sécurité alimentaire et le changement climatique du point de vue du commerce.

24. Les participants à la Conférence ont déclaré attendre avec intérêt le rapport à venir et ont souligné qu'il était important que les Membres utilisent des approches fondées sur les sciences, les données probantes et l'analyse des risques pour élaborer des politiques à l'appui de la résilience face au changement climatique et aux autres facteurs de stress pour l'agriculture et la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale. Ils ont également encouragé la FAO à partager le message du rapport concernant la façon dont le commerce s'inscrit dans le contexte plus large de renforcement de la sécurité alimentaire mondiale dans les départements internes de la FAO ainsi qu'à diffuser ce message aux Membres au-delà du rapport.

*Point sur les travaux du Codex Alimentarius, notamment concernant le
Programme d'avis scientifiques*

25. M. Gustafson, M. Tom Heilandt, Secrétaire du Codex, et M. Marcus Lipp, Fonctionnaire principal chargé de la sécurité sanitaire des aliments et Co-Secrétaire du Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires, Unité de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments, ont exposé les travaux du Codex Alimentarius et du Programme d'avis scientifique du Codex, notamment relatifs à la nécessité de diversifier les sources de financement et au possible établissement d'un Fonds fiduciaire sans droit de regard, comme l'a approuvé le Conseil de la FAO en décembre 2017.

26. La Conférence a souligné l'importance des activités des organisations de normalisation comme le Codex Alimentarius et la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) pour la sécurité alimentaire et le commerce des produits agricoles. Elle a insisté sur la nécessité impérieuse de s'occuper des retards pris par les organes mixtes d'experts OMS/Codex dans l'établissement des normes, et a encouragé la FAO à rappeler qu'il est essentiel de réfléchir à des mesures (y compris le Fonds fiduciaire sans droit de regard) permettant de garantir un financement adéquat et durable du Programme OMS/FAO relatif à la fourniture d'avis scientifiques sur la sécurité sanitaire des aliments. Une liste plus détaillée des priorités dans ce domaine de travail est disponible à l'*annexe C*.

IV. La FAO, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

27. Mme Junko Sazaki, Directrice du Département du développement économique et social a exposé les efforts consentis par la FAO pour intégrer la question de la parité dans les programmes et pour mettre en œuvre sa Politique sur l'égalité des sexes. Mme Sazaki a particulièrement mis l'accent sur les partenariats de la FAO concernant les travaux liés aux questions de parité et sur les efforts de l'Organisation pour tenir compte des considérations de parité hommes-femmes dans les objectifs stratégiques de la FAO.

28. La Conférence a pris note des efforts de la FAO pour tenir compte des questions de parité dans le développement de ses profils de genre régionaux et nationaux fondés sur des données probantes et de son analyse des nouvelles tendances; pour intégrer les questions de parité dans les processus politiques nationaux et internationaux, en insistant sur son action dans les chaînes de valeur tenant compte de l'égalité hommes-femmes; et pour tenir compte des perspectives transformatives visant la parité hommes-femmes. Elle a souligné comment la parité et l'autonomisation des femmes pouvaient contribuer à accroître la productivité agricole, à améliorer les résultats nutritionnels, et à réduire la pauvreté.

29. La Conférence a encouragé la FAO à réaliser une évaluation d'impact sexospécifique et à mesurer l'autonomisation des femmes, notamment dans les chaînes de valeur tenant compte de la parité. À cet égard, la Conférence a indiqué que l'Indice relatif à l'autonomisation des femmes dans l'agriculture (Pro-WEAI) était un outil d'autonomisation fiable qui devait être utilisé systématiquement pour collecter des données et évaluer les résultats et les effets afin d'éclairer l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. Une liste plus détaillée des priorités dans ce domaine de travail est disponible à l'*annexe C*.

V. La FAO et l'innovation, notamment dans les domaines de l'agroécologie et de la biotechnologie

Examen du deuxième Symposium international sur l'agroécologie

30. Mme Caterina Batello, Responsable d'équipe, Division de la production végétale et de la protection des plantes a effectué une lecture des conclusions du deuxième Symposium international sur l'agroécologie. Elle a particulièrement mis l'accent sur l'initiative «L'agroécologie – passer à l'échelle supérieure» qui sera examinée plus en détail lors de la vingt-sixième session du Comité de l'agriculture prévue du 1^{er} au 5 octobre 2018.

31. La Conférence a indiqué son soutien aux approches agroécologiques, en tant qu'outils complémentaires des autres innovations agricoles. Elle a toutefois aussi exprimé des inquiétudes concernant les procédures du Symposium, notamment sur la façon dont le résumé du Président a été élaboré. La Conférence a exhorté la FAO à travailler en plus étroite collaboration avec les États Membres sur le développement de l'agroécologie.

Aperçu du Symposium international sur l'innovation

32. M. Samy Gaiji, Responsable de la recherche et de la vulgarisation, Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs, a présenté un aperçu du Symposium de la FAO sur l'innovation agricole au service des agriculteurs familiaux: *Libérer le potentiel de l'innovation agricole pour réaliser les objectifs de développement durable* qui doit se tenir du 21 au 23 novembre 2018. M. Gaiji a précisé que le Symposium était directement lié aux demandes des Membres qui souhaitent voir la FAO jouer un rôle de catalyseur en vue de promouvoir et d'intensifier l'innovation agricole et de sortir les petits exploitants de la pauvreté. Il a ajouté que l'expression «exploitants familiaux» dans le contexte du Symposium n'était pas subordonnée à la taille de l'exploitation.

33. Les participants ont rappelé l'importance de l'innovation agricole, et de l'utilisation de tous les outils à disposition pour mettre en place une production agricole durable. Ils ont aussi souligné l'importance des résultats et des réponses neutres sur le plan technologique, qui sont fondées sur des données probantes et axées sur la situation particulière dans laquelle elles sont appliquées. La Conférence a rappelé que la FAO se devait d'être un organisateur neutre et a souligné qu'il était essentiel que les activités de plaidoyer et de communication de la FAO sur les méthodes de production agricole devaient être équilibrées et fondées sur des données scientifiques. La région Amérique du Nord a indiqué que le Symposium sur l'innovation pouvait considérablement contribuer à souligner les atouts de la FAO et à mettre en commun des pratiques optimales et des connaissances précieuses utiles pour atteindre une production agricole durable. Une liste plus détaillée des priorités dans ce domaine de travail est disponible à l'annexe C.

VI. Les travaux de la FAO dans les situations d'urgence et face aux nouvelles menaces

Interventions d'urgence sur le terrain, notamment concernant la légionnaire d'automne

34. M. Dominique Burgeon, Directeur du Département de coopération technique, Division des urgences et de la réhabilitation, a présenté un aperçu des travaux de la FAO sur la résilience, les situations d'urgence et les nouvelles menaces et a indiqué que l'objectif de la FAO était de sortir les populations des situations de crise et de les mettre à l'abri de l'insécurité alimentaire sévère.

35. M. Allan Hruska, Fonctionnaire agricole principal du Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs, a fait le point sur la situation de la légionnaire d'automne en Afrique et sur les efforts de la FAO pour limiter les dégâts provoqués par ce ravageur.

36. La Conférence a salué les travaux entrepris par la FAO en matière d'interventions d'urgence et de nouvelles menaces, ainsi que la collaboration avec les organismes ayant leur siège à Rome dans ce domaine. Elle a remarqué que la grande majorité des contributions volontaires fournies par le Canada et les États-Unis à la FAO sont destinées à contribuer à ses interventions d'urgence. La Conférence estime tout comme l'évaluation de la FAO, que les conflits font partie des principaux facteurs de la progression de la faim et qu'ils contribuent à inverser les tendances en matière de sécurité alimentaire, et a reconnu que la FO devait poursuivre ses efforts dans le domaine de la résilience.

37. La Conférence a encouragé la FAO à intégrer systématiquement les approches tenant compte des questions de parité dans ses interventions sur la résilience et à intensifier les approches qui contribuent à favoriser l'égalité des sexes. Une liste plus détaillée des priorités dans ce domaine de travail est disponible à l'*annexe C*.

VII. Ressources génétiques

38. La Conférence a pris note des importants travaux en cours soutenus par la FAO en matière de ressources génétiques, et est convenue pour y donner suite d'organiser un débat plus détaillé à ce sujet entre experts d'Amérique du Nord.

VIII. Le Bureau de liaison de la FAO à Washington et la région Amérique du Nord

39. La Conférence a salué le dévouement de M. Sharan, et s'est déclarée favorable au renforcement de la collaboration avec la région Amérique du Nord, en particulier en ce qui concerne les activités du Bureau de liaison de la FAO à Washington. Elle a approuvé la volonté du Bureau d'être davantage présent en dehors des capitales nord-américaines (Washington et Ottawa).

IX. Observations des parties prenantes

40. Les États-Unis et le Canada ont expliqué les mécanismes mis en place pour solliciter les contributions des parties prenantes susceptibles d'éclairer l'établissement des priorités. Le Registre fédéral des États-Unis a fermé le 18 mai 2018; le Canada acceptera les observations en ligne jusqu'au 1^{er} juin 2018 et préparera un rapport résumant les contributions formulées par les parties prenantes canadiennes. Un récapitulatif des contributions reçues par le Canada à ce jour a été fourni.

X. Remarques finales

41. Le Canada et les États-Unis se sont penchés sur la portée et la complexité des sujets abordés par la cinquième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord. Ils sont convenus de la nécessité d'inciter de manière permanente le Secrétariat et les autres États Membres à favoriser le dialogue sur les points abordés par la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord. Enfin, la Conférence est convenue que la prochaine Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord se tiendrait à Ottawa en 2020.

LISTE DES PARTICIPANTS**Agriculture and Agri-Food Canada**

Doug Forsyth – Head of Delegation
Acting Director General
Trade Agreements and Negotiations
Market and Industry Services Branch

Daryl Nearing
Deputy Director
Multilateral Relations

Luis Barnola
Senior Multilateral Affairs Officer
Multilateral Relations

Via Videoconference

Brad Fraleigh
Manager
Multilateral Science Relations

Brent Wilson
Deputy Director
Technical Trade Policy Division

Tony McDougall
Deputy Director
Industry Services Group

Christine St-Onge
Senior Trade Policy Analyst
Technical Trade Policy Division

Annie Poitevin
Trade Policy Analyst
Technical Trade Policy Division

Embassy of Canada to Italy – Rome

Mi Nguyen
Deputy Permanent Representative of Canada to the Food and Agriculture Agencies of the
United Nations

Jennifer Fellows
Alternate Permanent Representative of Canada to the Food and Agriculture Agencies of the
United Nations

Embassy of Canada to the United States – Washington

Gizem Eras
Counselor (Agriculture and Fisheries)
Economic and Trade Policy

Fisheries and Oceans Canada

Andrew McMaster
Assistant Director, Global and Northern Affairs

Max Kaplan
Policy Advisor

Health Canada (Via Conference call):

Jennifer Hughes Doucet
Manager, International Affairs

Bhavik Thakkar
Senior Regulatory Policy & Risk Management Specialist

Steven Savoury
Regulatory Policy & Risk Management Specialist

Global Affairs Canada (Via Conference call):

Sylvie Pedneault
Program Officer
International Humanitarian Assistance

Nathalie Rainville
Policy Analyst
Gender Equality Division

Quebec's Ministry of International Relations and la Francophonie

Rachel Lévesque
Advisor in International Relations
International Organizations and Global Issues Division

U.S. Department of Agriculture

Robert Macke – Head of Delegation
Deputy Administrator
Office of Agreements and Scientific Affairs, FAS

Wendell Dennis
Acting Director
Multilateral Affairs Division, Office of Agreements and Scientific Affairs, FAS

Candice Bruce
Senior Policy Advisor
Multilateral Affairs Division, Office of Agreements and Scientific Affairs, FAS

Caitlin Blair
Policy Advisor
Multilateral Affairs Division, Office of Agreements and Scientific Affairs, FAS

Otto Gonzalez
Director
Center for International Programs, NIFA

Paul Trupo
Director
Global Policy Analysis Division, Office of Global Analysis, FAS

Joe Hain
Senior Trade Advisor
International Regulations and Standards Division, Office of Agreements and Scientific Affairs, FAS

Meghan Tremarche
Policy Advisor
Multilateral Affairs Division, Office of Agreements and Scientific Affairs, FAS

Mary Frances Lowe
Director
U.S. Codex Office

Diane DeBernardo
Nutrition Advisor
Office of Capacity Building and Development

Allison Thomas
Assistant Deputy Administrator
Office of Country and Regional Affairs, FAS

Caitrin Martin
Policy Advisor
Multilateral Affairs Division, Office of Agreements and Scientific Affairs, FAS

Paul Spencer
Director
New Technologies and Production Methods Division, Office of Agreements and Scientific Affairs, FAS

Melinda Belisle
Science Advisor
New Technologies and Production Methods Division, Office of Agreements and Scientific Affairs, FAS

Shoshana Griffith
International Trade Specialist
New Technologies and Production Methods Division, Office of Agreements and Scientific Affairs, FAS

Fan-Li Chou
USDA Biotechnology Coordinator
Agricultural Research Service

Micah Rosenblum
Agricultural project Coordinator
Office of Capacity Building and Development

Diane Wray-Cahen
Science Advisor
New Technologies and Production Methods Division, Office of Agreements and Scientific Affairs, FAS

Mark Freeman
International Trade Specialist
Plant Division, Office of Agreements and Scientific Affairs, FAS

Daniel Cook
Senior Policy Advisor
Multilateral Affairs Division, Office of Agreements and Scientific Affairs, FAS

Christa Speekmann
Assistant Director
International Technical & Regulatory Capacity Building, International Services, APHIS

Keith Channon
Food Safety Coordinator
Policy Coordination and Planning, Office of Capacity Building and Development, FAS

U.S. Department of State

John Tuminaro
Senior Food Security Advisor
Bureau of International Organization Affairs

Erin Boyer
Food Security Advisor
Bureau of International Organization Affairs

Elizabeth Buckingham
Secretary's Office for Global Food Security

Catherine Karr-Colque
Office of Conservation and Water
Bureau of Oceans and the Environment

Katlyn Scholl
Office of Conservation and Water
Bureau of Oceans and the Environment

Charles C. Brinkman
Foreign Affairs Officer
Bureau of Oceans and Environment

Deirdre Warner-Kramer
Foreign Affairs Officer
Bureau of Oceans and Environment

U.S. Mission– Rome

Thomas Duffy
Chargé d'Affaires

Emily Katkar
Political-Economic Section Chief

U.S. Agency for International Development

Beth Dunford
Assistant to the Administrator
Bureau for Food Security

David Hegwood
Director
Office of Global Engagement and Strategies, Bureau for Food Security

Meredith McCormack
Program Analyst
Office of Global Engagement and Strategies, Bureau for Food Security

Matthew Nims
Acting Director
Food for Peace

Michelle Snow
Program Policy Coordinator
Bureau for Democracy, Conflict, and Humanitarian Assistance, Food for Peace

Danielle Mutone-Smith
Acting Division Chief
Policy, Partnerships, Program & Communications, Office of Food for Peace

Regina Eddy
Program Officer
Country Strategy and Implementation Office, Fall Armyworm Task Force, Bureau of Food Security

Amahlin Shek
Budget and Communications Analyst
Emerging Pandemic Threats Program, Global Health Bureau

Angela Wang
Public Health Advisor
Emerging Pandemic Threats Program, Global Health Bureau

FAO Liaison Office for North America (FAOLOW)

Vimlendra Sharan
Director

Thomas Pesek
Senior Liaison Officer
FAO Liaison Office for North America

Gabriel Laizer
Strategic Partnerships and Outreach Coordinator

Florian Doerr
Associate Professional Officer

Food and Agriculture Organization of the United Nations (via video conference)

Daniel Gufstafson
Deputy Director General-Programmes (DDG)

Beth Crawford
Responsable du
Bureau de la stratégie, de la planification et de la gestion des ressources

Boubaker BenBelhassen
Director
Economic and Social Development Department, Trade and Markets Division (EST)

George Rapsomanikis
Senior Economist
Economic and Social Development Department, Trade and Markets Division (EST)

Tom Heilandt
Codex Secretary
Secretariat of the Codex *Alimentarius* Commission

Marcus Lipp
Senior Food Safety and Quality Officer
Food Safety and Quality Unit (AGFF)

Junko Sasaki
Director
Economic and Social Development Department, Social Policies and Rural Institutions
Division (ESP)

Caterina Batello
Team Leader
Agriculture and Consumer Protection Department, Plant Production and Protection (AGP)

Dominique Burgeon
Director
Technical Cooperation Department, Emergency and Rehabilitation Division (TCE)

Allan Hruska
Senior Agricultural Officer
Agriculture and Consumer Protection Department, Plant Production and Protection Division
(AGP)

Mario Lubetkin
Directeur de Cabinet
Office of the Director-General (ODG)

Samy Gaiji
Head of Research and Extension
Agriculture and Consumer Protection Department (ADGR)

Regina Laub
Senior Officer
Economic and Social Development Department, Social Policies and Rural Institutions
Division (ESP)

Annexe B

PROGRAMME

Mercredi 18 Avril 2018	
9 heures	<p>Ouverture et allocutions de bienvenue</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mots de bienvenue des Co-Présidents des États-Unis et du Canada • Présentation des tables rondes • Programme de la réunion et questions d'ordre administratif
9h30	<p>Priorités stratégiques nord-américaines concernant la FAO</p> <ul style="list-style-type: none"> • Visioconférence de la FAO sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des conclusions de la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord 2016. (M. Daniel Gustafson, Directeur général adjoint (Programmes)) • Présentation de Vimlendra Sharan sur le rôle du Bureau de liaison de la FAO à Washington dans la mise en œuvre des priorités nord-américaines. • Présentation sommaire des priorités des États-Unis et du Canada concernant la FAO pour l'exercice biennal 2018-2019.
10h30	Pause
10h45	<p>Commerce agroalimentaire et sécurité alimentaire mondiale</p> <ul style="list-style-type: none"> • Visioconférence de la FAO concernant le prochain rapport sur <i>La situation des marchés des produits agricoles</i>. • Débat: Point de vue de l'Amérique du Nord sur le commerce et la sécurité alimentaire. (George Rapsomanikis, Économiste principal, EST) • Visioconférence de la FAO pour faire le point sur les travaux du Codex, notamment le financement et le Programme d'avis scientifiques du Codex. (Tom Heilandt, AGFC; Marcus Lipp, AGFF, Dan Gustafson, (TBC)) • Débat: Point de vue de l'Amérique du Nord concernant l'appui de la FAO aux travaux normatifs, notamment les problèmes rencontrés et les solutions possibles. <p>Conclusion: Prochaines étapes et recommandations</p>
12h30	Déjeuner libre
13h30	<p>La FAO, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Visioconférence de la FAO sur les efforts consentis pour intégrer les questions de parité, mettre en œuvre sa politique sur l'égalité des sexes, et développer les approches transformatives visant la parité hommes-femmes. (Junko Sasaki, Directeur, ESP) • Débat: Point de vue de l'Amérique du Nord sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes pour inverser les tendances négatives concernant la réalisation de l'ODD2. • Conclusion: Prochaines étapes et recommandations
14h30	Pause
14h45	<p>Examen des observations des parties prenantes reçues à ce jour</p> <p>Les États-Unis et le Canada présentent un résumé des avis reçus par écrit.</p>
15h15	<p>Session à huis clos États-Unis – Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> • Examen des points de l'ordre du jour • Bilan et conclusions de la première journée
17h00	Fin de la première journée

Jeudi 19 Avril 2018	
9 heures	Introductions <ul style="list-style-type: none"> • Mots d'introduction des Co-Présidents, synthèse de la journée précédente
09h:10	La FAO et l'innovation, notamment dans les domaines de l'agroécologie et de la biotechnologie <ul style="list-style-type: none"> • Visioconférence de la FAO pour fournir: <ul style="list-style-type: none"> ○ un examen du deuxième Symposium international sur l'agroécologie; et ○ un aperçu du Symposium international de la FAO sur l'innovation. (Caterina Batello, Responsable d'équipe, AGPME; Samy Gaji, Responsable de la recherche et de la vulgarisation, AGDR) • Dialogue avec les fonctionnaires de la FAO sur l'innovation en vue d'accroître la production, la durabilité environnementale, l'accès aux aliments et l'efficacité des systèmes alimentaires. • Débat: Point de vue de l'Amérique du Nord sur les travaux de la FAO en matière d'innovation agricole, notamment dans les domaines de l'agroécologie et de la biotechnologie, dans l'objectif d'adopter une approche équilibrée pour les programmes de la FAO dans ce domaine. • Conclusion: Prochaines étapes et recommandations
10h25	Pause
10h40	Les travaux de la FAO dans les situations d'urgence et face aux nouvelles menaces <ul style="list-style-type: none"> • Visioconférence de la FAO pour faire le point sur les interventions d'urgence sur le terrain, notamment concernant la légionnaire d'automne et les activités de coordination en matière de conflit et de faim. (Dominique Burgeon, Directeur, TCE; Allan Hruska, Fonctionnaire agricole principal, AG) Bilan des contributions volontaires de l'Amérique du Nord à la FAO en vue de répondre aux situations d'urgence et aux menaces. (Daniel Gustafson, Directeur général adjoint (Programmes) et/ou Mario Lubetkin, Directeur de Cabinet, ODG) • Visioconférence de la FAO sur la coordination avec les autres organismes ayant leur siège à Rome. • Débat: Travaux de la FAO en vue de répondre aux situations d'urgence, notamment la coordination avec d'autres organisations et agences. • Conclusion: Prochaines étapes et recommandations
12h00	Déjeuner libre
13h30	Le Bureau de liaison de la FAO à Washington et la région Amérique du Nord <ul style="list-style-type: none"> • Débat entre le Canada et les États-Unis sur la collaboration avec le Bureau de liaison de la FAO à Washington • Conclusion: Prochaines étapes et recommandations
14h30	Pause
14h45	Session à huis clos États-Unis – Canada <ul style="list-style-type: none"> • Discussion pangouvernementale sur les priorités nord-américaines de la FAO pour le prochain exercice biennal au titre de chaque objectif stratégique, notamment l'OS6. • Coordination et travaux à venir pour les réunions des comités techniques, notamment le Comité des produits, le Comité de l'agriculture, le Partenariat mondial sur les sols, le Comité des pêches, le Comité des forêts, etc. • Budget pour le prochain exercice biennal
16h45	Observations finales
17h00	Fin de la journée: Conclusion de la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord

Annexe C

Priorités stratégiques nord-américaines concernant la FAO – 2018-2019

Objectifs stratégiques de la FAO:

- 1) *Contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition*
- 2) *Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables*
- 3) *Réduire la pauvreté rurale*
- 4) *Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces*
- 5) *Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise*
- 6) *Thèmes transversaux*

Priorité: Sécurité alimentaire mondiale et commerce agroalimentaire

Priorité:	Objectif stratégique de la FAO abordé
<i>Fournir des informations, des évaluations et des analyses pour lutter contre la faim et réduire la malnutrition – notamment des évaluations réalisées au sein des ménages.</i>	1
<i>Promouvoir la qualité et la sécurité sanitaire des aliments, notamment la prévention des maladies d'origine alimentaire; accorder la priorité à la protection des consommateurs et aux pratiques équitables dans le commerce des denrées alimentaires.</i>	1
<i>Améliorer les données et les outils d'analyse comme les systèmes d'information sur les marchés et multiplier les activités de renforcement des capacités dans les pays cibles, surtout les moins avancés, à l'appui du commerce international des denrées et des produits agricoles, promouvoir les mesures commerciales transparentes, et renforcer les initiatives des marchés qui tiennent compte des questions de parité.</i>	4
<i>Soutenir le Secrétariat du Codex pour garantir qu'il dispose des capacités et des connaissances suffisantes pour faciliter et faire progresser les activités normatives des comités du Codex, et pour veiller à ce que les procédures et principes du Codex soient suivis et que le mandat unique du Codex soit respecté. Soutenir le Programme mixte FAO/OMS d'avis scientifiques via un financement accru et stable permettant l'élaboration en temps voulu de normes du codex fondées sur des données scientifiques.</i>	4
<i>Soutenir la prise de décisions fondées sur des éléments concrets qui favorisent une meilleure nutrition, en particulier pour les femmes et les enfants, en mettant l'accent sur les chaînes de valeur tenant compte de la nutrition et visant la parité hommes-femmes.</i>	4
<i>Chercher des financements durables en vue de renforcer les capacités de la CIPV à garantir qu'elle est en mesure d'exécuter son mandat et ses priorités pour:</i>	4

<i>améliorer l'établissement des normes internationales; favoriser le commerce sans risque des végétaux et produits végétaux; promouvoir la sécurité alimentaire; mettre en place et favoriser des systèmes efficaces d'échange des informations entre les Membres; renforcer les capacités techniques de tous les pays membres, en particulier les pays en développement, à mettre en œuvre la CIPV et ses normes; et fournir une structure d'appui administratif suffisante et durable pour répondre aux besoins et aux priorités des Membres.</i>	
--	--

Priorité: Égalité des sexes et autonomisation des femmes

Priorité:	Objectif stratégique de la FAO
<i>Intégration systématique des questions de parité via la collecte de données ventilées par sexe et des informations, des évaluations et des analyses sexospécifiques destinées à lutter contre la faim et à réduire la malnutrition. La FAO doit également s'efforcer d'élaborer un Plan d'action permettant la mise en œuvre efficace de la Politique de la FAO sur l'égalité des sexes afin de mieux cibler son action¹.</i>	1
<i>Renforcer les efforts visant l'autonomisation des femmes en s'attaquant aux obstacles liés au sexe auxquels elles se heurtent pour accéder aux ressources productives et aux services sociaux ainsi qu'aux emplois décentés dans le secteur agricole ou non agricole; pour participer, sur un pied d'égalité avec les hommes, aux prises de décisions dans leur foyer, leur communauté, et au sein des institutions locales; et pour exercer leurs droits fondamentaux et promouvoir leur accès aux terres et à la propriété foncière.</i>	2
<i>Collaborer avec d'autres organisations internationales afin de traiter des aspects sociaux, de genre et relatifs à la main-d'œuvre des secteurs de l'aquaculture et des produits comestibles de la mer.</i>	1

¹ L'élaboration d'un Plan d'action permettant la mise en œuvre efficace de la Politique de la FAO sur l'égalité des sexes nécessitera que la FAO travaille intensément dans les domaines suivants: 1) collecte et diffusion de données ventilées par sexe, y compris le renforcement des capacités des États Membres à élaborer, utiliser et analyser ces données; 2) analyse de genre pour tous les objectifs stratégiques, les projets et programmes de terrain, les examens et évaluations des programmes; des évaluations de la parité dans les pays pour tous les cadres de programmation par pays; 3) plan d'action pour la parité pour tous les objectifs stratégiques; 4) mesure des progrès en matière de parité pour toutes les résultantes de l'Organisation (le cas échéant en utilisant pro-WEAI); 5) compte rendu des progrès accomplis et des impacts sexospécifiques; 6) objectif financier adapté pour l'allocation des ressources en faveur de la mise en œuvre de la Politique; et 7) renforcement obligatoire des capacités de l'ensemble du personnel et de la direction.

Priorité: L'innovation, notamment dans les domaines de l'agroécologie et de la biotechnologie

Priorité:	Objectif stratégique de la FAO
<i>Renforcer les travaux de la FAO sur l'agriculture intelligente face au climat, notamment l'élaboration de services et d'outils d'aide à la décision directement pertinents pour les petits producteurs (agriculteurs, aquaculteurs, exploitants forestiers et pêcheurs) et qui peuvent être diffusés et appliqués à grande échelle, en tenant compte des conditions locales.</i>	2
<i>Analyser et mettre en valeur comment les biotechnologies innovantes dans les secteurs agricoles et aquacoles, et d'autres technologies de pointes, améliorent la productivité des exploitations agricoles et leur rentabilité, réduisent les émissions de carbone issues de l'agriculture, et renforcent la gestion durable des ressources naturelles.</i>	4
<i>Faciliter l'accès aux technologies agricoles innovantes, notamment les avancées dans l'analyse génétique de précision, comme moyen de renforcement des capacités des petits producteurs des pays en développement afin d'accroître les revenus de la ferme, d'adapter les pratiques agricoles aux effets du changement climatique, et de rendre les systèmes de production agricole plus durables en vue de garantir un approvisionnement alimentaire sûr et abordable.</i>	4
<i>Soutenir l'élaboration et l'adoption de systèmes réglementaires fondés sur des faits scientifiques dans les États Membres, qui permettent un meilleur alignement des approches réglementaires pour les produits de la biotechnologie moderne destinés à l'évaluation de la sécurité sanitaire des aliments génétiquement modifiés; renforcent l'aptitude des États Membres à interpréter et à analyser les évaluations de la sécurité sanitaire afin d'éclairer les décisions relatives aux autorisations et à la gestion des risques et d'améliorer l'utilisation de la base de données de la FAO pour le partage des évaluations de la sécurité sanitaire des aliments dérivés de plantes à ADN recombiné; et favorisent des politiques fondées sur l'analyse des risques pour la gestion des cas de présence à faible concentration.</i>	4
<i>Considérer les approches liées à l'agriculture intelligente face au climat, à l'agroécologie et aux biotechnologies comme faisant partie des divers outils qui se renforcent mutuellement et que les agriculteurs peuvent utiliser pour atteindre de nombreux objectifs. La FAO devrait encourager l'innovation afin de rendre les systèmes de production agricole plus durables, et proposer un espace neutre permettant de dépoliariser le débat sur ces questions.</i>	2

Priorité: Résilience, situations d'urgence et nouvelles menaces

Priorité:	Objectif stratégique de la FAO
<i>Promouvoir et harmoniser la collecte de données sur la sécurité sanitaire des aliments, la santé des végétaux et la santé des animaux et améliorer le partage des analyses au sein de la FAO et entre ses Membres et partenaires, et mettre en place des systèmes de prévision et d'alerte précoce en matière d'insécurité alimentaire afin d'offrir aux Membres et partenaires des outils d'aide à la prise de décisions.</i>	3
<i>Donner la priorité à une réponse mondiale concernant la menace que représente actuellement la légionnaire d'automne en Afrique, et continuer de faciliter la collaboration avec les États Membres.</i>	5
<i>Renforcer les plateformes EMPRES et GLEWS, assurer la mise en place d'un Centre de gestion des crises (Santé animale) efficace et durable qui permette d'intervenir rapidement face aux flambées de maladies animales transfrontières, qu'elles soient d'origine naturelle, accidentelle ou intentionnelle.</i>	5
<i>Collaborer avec les autres organismes ayant leur siège à Rome en associant les principaux acteurs clés de l'aide alimentaire et de la nutrition afin d'éviter les efforts inutiles et continuer d'améliorer les interventions alimentaires dans les situations de crise humanitaire, notamment au moyen d'approches fondées sur la résilience, afin de prévenir et de faire face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle prolongée.</i>	5
<i>Promouvoir la résilience en renforçant les capacités des individus dont les moyens d'existence reposent sur l'agriculture et des systèmes de production alimentaire, halieutique et forestière afin d'analyser, de réduire, d'atténuer et de gérer les risques, et de s'adapter aux chocs et tension et de s'en remettre.</i>	5
<i>Soutenir l'approche «Un monde, une santé» et le Programme d'action mondial en faveur de la sécurité sanitaire en améliorant la collaboration bilatérale, multilatérale et multisectorielle afin de renforcer les capacités nationales et mondiales à prévenir, détecter et répondre aux menaces de maladies infectieuses, qu'elles soient d'origine naturelle, accidentelle ou intentionnelle.</i>	5

Priorité: Gestion des ressources naturelles

Priorité:	Objectif stratégique de la FAO
<i>Renforcer l'expertise technique de la FAO et les capacités aux niveaux régional et national à l'appui de la mise en œuvre des instruments existants, en particulier les Directives volontaires sur la pêche artisanale, le cadre stratégique pour l'aquaculture et les systèmes de suivi et d'information sur les ressources forestières.</i>	2
<i>Poursuivre les efforts en vue d'améliorer les programmes de protection durable des plantes, les systèmes de production résilients et efficaces, et les pratiques de gestion durable des forêts – de manière intégrée – par exemple la gestion des feux de forêts, l'adaptation des forêts et la lutte contre l'exploitation forestière illégale et le commerce qui en découle.</i>	2
<i>Agir pour faire face et s'adapter aux effets de l'évolution de l'environnement marin sur les stocks de poissons, les pêches et la gouvernance de la gestion des pêches.</i>	2
<i>Continuer de donner la priorité à la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, y compris aux efforts consentis pour mettre en œuvre les instruments adaptés, notamment l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port et le Fichier mondial des navires de pêche, et de participer au renforcement des capacités via le programme-cadre de la FAO sur les mesures du ressort de l'État du port et les instruments internationaux connexes de lutte contre la pêche INDNR.</i>	2
<i>Renforcer l'aptitude de la FAO à développer son action technique et normative sur la pêche et l'aquaculture via une restructuration des sous-comités du Comité des pêches ou la création d'un nouveau sous-comité consacré à la gestion des pêches.</i>	2
<i>Promouvoir la protection et la gestion rationnelle des ressources en eau douce en harmonisant et en partageant les données sur l'eau et en fournissant des outils d'aide à la prise de décisions fondées sur des données probantes aux gestionnaires des bassins versants et aux usagers de l'eau.</i>	2
<i>Promouvoir la protection et la gestion rationnelle de la santé des sols en harmonisant et en partageant les données sur les sols et en fournissant des outils d'aide à la prise de décisions fondées sur des données probantes aux responsables de la conservation des sols et aux utilisateurs des terres.</i>	2
<i>Soutenir et améliorer la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, notamment les ressources génétiques des végétaux, des animaux d'élevage, des forêts, des organismes aquatiques, des micro-organismes et des invertébrés. Faciliter l'accès aux ressources génétiques pour la recherche et l'innovation.</i>	2
<i>Renforcer les capacités techniques de la FAO en matière de gestion de l'information et soutenir l'amélioration des systèmes nationaux de données pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, la gestion des forêts, l'aquaculture et les pêches.</i>	6